

Appréhender les enjeux de l'action internationale des collectivités territoriales (coopération décentralisée, aide au développement, promotion économique et culturelle)

Point fort de cette formation

Croisement des savoirs et d'expériences d'experts dans le domaine et/ou d'élus ayant déjà œuvré en matière d'aide et de coopération internationale.

Objectif principal

Comprendre ce que recouvre l'action internationale et les conditions de sa mise en œuvre dans une collectivité territoriale

Objectifs opérationnels

Comprendre les enjeux de l'action internationale pour son territoire et ses partenaires.
Analyser la méthodologie à mettre en œuvre en déjouant les pièges et présupposés.
Identifier les moyens d'action à partir de retours d'expériences.

Contenu

Les règles juridiques et administratives de l'action internationale des collectivités territoriales

L'élaboration d'un projet de coopération décentralisée

- Les enjeux en termes de politiques territoriales.
- Les questions à se poser: quelle(s) méthodologie(s) pour quel(s) projet(s)-?
- La question du financement.
- Acteurs et dispositifs.

L'aide internationale des collectivités territoriales aujourd'hui

- Historique et motivations de 1950 à nos jours.



- L'émergence de nouvelles formes d'actions et de coopérations.
- Les leviers : focus sur la question de l'eau (loi Oudin-Santini) et des déchets (1% déchets).

Méthode pédagogique et pré-requis

- Formation tous niveaux, qui nécessite pas de pré-requis.
- Alternance d'apports théoriques et de cas pratiques, d'illustrations et d'échanges afin d'identifier les bonnes pratiques.
- Les stagiaires seront évalués par questionnaire, en début et fin de formation, afin de mesurer l'acquisition des savoirs.
- Les participant-es doivent se munir de leur ordinateur portable et disposer des codes d'accès aux comptes qu'ils/elles administrent.

Format

Une journée (6 heures).

Intervenant-e

Consultant-e en coopération décentralisée.

Public cible

Elu-es et collaborateur-trices d'élus-es, agents de la fonction publique, acteur-trices travaillant avec les collectivités locales (structures privées, associatives...).

Pour les personnes en situation de handicap: contacter
[le référent](#)
Cédis.

Inscriptions

Pour les élu-es :
[modalités de financement et d'inscription](#)

.

Pour les agents de la fonction publique, les salarié-es, ou autres :
[modalités de financement et d'inscription.](#)

